

Rencontres Nationales Réseaux EIE & PTRE



Mercredi 3 octobre 2018

Plénière 4 : “FAIRE dans les territoires”

Jean-Michel LOBRY, animateur plénière : Merci d’être au rendez-vous de cette dernière étape de nos rencontres 2018. Nous consacrerons les vingt dernières minutes de notre rencontre à un débriefing rapide entre vous, je vous donnerai la parole et on entendra quelques-uns que j’ai interrogés ce midi sur les dernières questions qui se posent, les ressentis que vous avez sur ces rencontres 2018, les sujets avec lesquels vous repartez – qu’il y aient eu ou non des réponses – et on entendra la conclusion en réponse à tout cela de Nicolas SOUDON.

Tout de suite, notre grand témoin, on est ravi de l’accueillir. Petit sondage : qui connaît la ville de Malaunay ? Comment vous connaissez Malaunay ?

De la salle : Parce que j’ai été aux rencontres TEPOS organisées par Leclerc la semaine dernière !

Qui connaît la ville de Malaunay autrement que par les assises, les TEPOS, les Cit’ergie et autres ?

De la salle : J’habite en Pays-de-Loire maintenant, mais j’ai habité Le Houllme qui est juste à côté de Malaunay. Malaunay, jolie petite ville : il y a deux boulangeries, une église !

Un grand merci Guillaume COUTEY d’être avec nous. Je vous précise qu’il a pris une journée de congé pour venir avec nous, vous pouvez déjà d’applaudir une première fois. Et comme je vous le disais, il figurait parmi les intervenants des dernières Assises européennes de la transition énergétique à Genève. Votre témoignage nous avait frappés, parce que sur un territoire comme le vôtre, on peut faire des choses et beaucoup de choses et organiser les transitions, faire dans les territoires. Vous allez nous faire le storytelling de l’histoire de vos transitions qui sont en cours.

On a eu le nez creux en l’invitant, on l’a découvert après, mais il fait partie d’un trio d’élus et il se trouve que les deux autres avec lesquels vous travaillez ont été nos grands témoins lors des éditions précédentes. Jean-François CARON, Maire emblématique, comme vous, de Loos-en-Gohelle, c’est dans le Pas de Calais. Et Damien CAREME, Maire non moins emblématique de Grande-Synthe, c’est dans le Nord. Qu’est-ce que vous faites avec ces deux-là ?

Guillaume COUTEY

Maire de Malaunay

Alors déjà bonjour à toutes et à tous, je suis très heureux de pouvoir participer à vos travaux et de faire partie de la conclusion de ces journées de travail.

Avec Grande-Synthe, Le Mené et Loos-en-Gohelle, on a mis en place un atelier des villes paires – en partenariat avec l'ADEME au niveau national, mais également avec le Commissariat général à l'égalité des territoires – pour essayer d'identifier – à travers nos parcours et nos histoires particulières – quel code source commun on pourrait tenter d'identifier afin de travailler à un référentiel et pouvoir non pas évangéliser comme Leroy Merlin ce matin, mais pour pouvoir essaimer sur les autres collectivités qui ne sont pas encore embarquées comme nous dans la transition écologique et énergétique. Donc on s'est lancé ce défi ensemble.

Le code source. Et ce que vous allez nous raconter constitue ce code source sur lequel des territoires peuvent s'inspirer pour organiser leur transition.

Ce qu'on attend de vous, c'est un pas de côté ou une hauteur de vue par rapport à vos réalités quotidiennes. C'est intéressant d'avoir ces éclairages et de prendre un peu de hauteur pour entendre vos problématiques, vos réalités, vos espérances également par rapport aux transitions. Parce que finalement, celles et ceux qui sont devant vous sont autant d'acteurs de ces transitions à vos côtés.

Donc on va faire trois choses. Vous allez simplement nous raconter votre histoire, on aime bien nous les histoires. Et puis j'aurais deux questions à vous poser.

Un, ce fameux service public de la rénovation, ça a été au cœur des débats hier, avec beaucoup de questions qui se posent autour de ça. Vous, comment vous vous voyez les choses ?

Le deuxième point, il y a des réseaux, il y a des professionnels, conseil et qui accompagnent le parcours de rénovation des habitants. Et vous, vous en attendez quoi de ce réseau ?

On traitera ces deux questions aussi au cours de cet après-midi. Alors, qui êtes-vous ? Donc une église, deux boulangeries ?

Guillaume COUTEY

Maire de Malaunay

Non non, trois boulangeries depuis peu et un certain nombre d'équipements publics. La particularité à Malaunay, c'est que la plupart des équipements publics sont en régie municipale, ce qui nous donne autant de leviers d'action possibles.

Malaunay, c'est une des 71 communes du territoire de la métropole Rouen Normandie, un peu plus de 6000 habitants, 2400 ménages, 10 km² de superficie, avec une vallée avec une rivière et des hameaux ruraux où on a encore des exploitations agricoles en activité. 19 000 m² de bâtiments. C'est des bâtiments publics, parce que là aussi c'est pour nous un effet levier de notre action. Et une particularité : 63 % de propriétaires de leur maison et on est à 29 % de logements publics. Et cette particularité géographique, comme vous le voyez sur la carte de la métropole, on est un peu au bout du bout, avec un enjeu assez important autour des déplacements, puisqu'on a

un taux d'équipement par ménage assez élevé en véhicule automobile. On est à une quinzaine de kilomètres de Rouen.

Donc la question c'est comment, pourquoi on prend à bras le corps ces transitions ? Une transition, des transitions ?

Guillaume COUTEY

Maire de Malaunay

On parle nous volontairement à Malaunay de transitions au pluriel. On a effectivement commencé par la transition énergétique qu'on a essayée d'identifier. C'est un peu le début de l'histoire, à l'année 2006, puisque mon prédécesseur travaillait chez Orange et c'était la mode à l'époque dans les entreprises des démarches d'amélioration continue, des certifications, des démarches qualité et tout ce qu'on veut. Et au sein de la collectivité, on avait mis en place dans ce cadre-là un comité éco-citoyen, formé d'agents municipaux et d'élus municipaux sur la base du volontariat pour trouver les bonnes idées, revenir un peu à du bon sens pour voir quels types d'économies on pouvait faire sur l'utilisation de l'eau et l'utilisation de l'électricité dans les bâtiments municipaux. On avait une contrainte et ça a été le début de notre histoire. La collectivité municipale était financièrement fragile, puisqu'on était à cette époque-là dans le réseau d'alerte de la Préfecture au regard des difficultés financières qui étaient celles de la commune. Et donc l'idée était de voir comment travailler les économies d'énergie pour faire des économies financières. On n'était pas du tout dans l'état d'esprit de la transition énergétique au regard des enjeux environnementaux et climatiques tels qu'on peut les connaître davantage aujourd'hui. C'est à peu près l'embryon du début de notre histoire.

Chemin faisant, avec les différentes rencontres qu'on a pu avoir et notamment avec l'ADEME de Haute-Normandie à l'époque, on s'est intéressé de près au dispositif Cit'ergie, à ce programme de labellisation européen. Mais on nous a gentiment expliqué qu'on était trop petit et que c'était un dispositif plutôt réservé pour les collectivités de taille un peu plus importantes voire les intercos. Donc on a un peu fait des pieds et des mains à l'époque auprès de l'ADEME pour pouvoir rentrer dans le processus et essayer de faire la démonstration. Et c'est un peu ce que j'essaie de porter depuis : on n'a pas besoin d'être une grosse collectivité, une grosse intercommunalité avec plein de moyens humains et financiers pour pouvoir s'embarquer dans ce type d'aventure. Et c'est comme ça qu'on est qu'on est rentré dans Cit'ergie.

On a délibéré du coup la politique énergétique de la collectivité en janvier 2012, j'étais devenu Maire entre-temps. Et à partir de là, on a commencé à écrire cette histoire avec ce premier plan d'action qui nous a conduits à à peu près 176 actions sur le premier plan d'action que l'on a présenté dans le cadre de Cit'ergie.

On a très vite été labellisé CAP Cit'ergie, dès 2013 (puisque on s'est embarqué dans l'aventure en 2010, en 2013 on passe le premier niveau, on a aussi eu quelques autres distinctions). Et il y a eu un vrai effet levier : on a profité d'avoir déjà bien travaillé notre plan d'action pour répondre à l'appel à projets national des territoires à énergie positive pour la croissance verte, auquel on a présenté notre candidature à l'automne 2014, labellisé TEPCV en juin 2015 pour la convention initiale. Donc là on a déjà reçu un premier chèque de 500 000 €, c'est toujours intéressant. Et aussitôt on a présenté l'avenant, ce qui fait que Malaunay au niveau des TEPCV, on a été financés à hauteur de 2 millions d'euros. Donc là il y a eu un vrai effet levier, un vrai effet d'accélération par rapport aux actions qu'on avait inscrites. Et donc du coup, on s'est remis aussitôt au travail pour avoir une ambition un peu plus importante.

On a été labellisée Cit'ergie en 2015, en même temps qu'on signait cette convention. Et depuis, on a essayé de travailler... donc avec Loos-en-Gohelle, Grande-Synthe, mais aussi au sein des différents réseaux – je pense notamment au CLER, mais également au réseau des TEPOS – pour pouvoir à l'échelle nationale travailler avec les communes, embarquer et essayer d'échanger les bonnes pratiques entre territoires.

D'accord. Alors, il y a une jurisprudence Malaunay dans les transitions, parce que vous faites la preuve qu'un petit territoire peut faire des choses et aller très loin. À condition de se doter d'une stratégie, d'une méthode, de plan d'action, vous allez nous les présenter dans quelques instants.

Je voudrais vous poser une question... je me rappelle que Jean-François CARON nous avait dit « ma trajectoire c'est : je fixe une étoile, que je n'atteindrais peut-être jamais et je sème des cailloux blancs ; et mes cailloux blancs, c'est mes actions que je mets en œuvre collectivement ». Qualifiez-nous votre étoile ?

Guillaume COUTEY
Maire de Malaunay

Je suis peut-être un peu moins rêveur que Jean-François CARON, moi c'est plutôt le Petit Poucet. C'est comme ça qu'on a appelé Malaunay « le Petit Poucet de la transition énergétique ». On est plutôt nous à semer des petits cailloux, c'est la stratégie des petits pas. Et surtout essayer de se faire plaisir, se lancer des défis. Et justement, ce n'est pas parce qu'on est petit qu'on ne peut pas se lancer des défis. Moi l'idée, c'est de faire en sorte... clairement, à travers l'action publique qu'on peut mener... Alors, je ne vais pas me plaindre sur le rôle des élus, mais profiter d'avoir ces leviers d'actions, d'avoir cette capacité à agir pour aussi se faire plaisir et embarquer le territoire sur des défis que l'on ne se donnerait pas simplement si on était dans de l'action publique traditionnelle.

Donnez-moi juste une preuve où vous proposez mal aux malaunaysiens : « allez, on va mener une aventure ensemble et peut être qu'on va y prendre son pied aussi » ?

Guillaume COUTEY
Maire de Malaunay

C'est l'ensemble du plan d'actions en fait. C'est par exemple se lancer le défi sur le développement de nos toitures solaires, c'est de proposer aux habitants... Même si financièrement, la collectivité n'avait pas besoin d'un soutien supplémentaire, d'embarquer les habitants du territoire avec nous en leur disant « chiche ». J'ai levé un emprunt participatif auprès des habitants du territoire pour leur dire « participez à l'action de la commune ». Alors, c'était une usine à gaz pas possible puisqu'on a essuyé les plâtres puisqu'on n'était pas sûr du don, on était vraiment sur un emprunt auprès des habitants (avec un taux de rémunération, avec un délai de remboursement par rapport à l'argent qu'ils nous ont prêté). Donc il a fallu qu'on débroussaille auprès de la Direction générale des finances publiques, parce que Bercy n'est pas toujours le premier allié de la transition, ce n'est pas un scoop ! Et là en l'occurrence, on a un peu galéré.

Et là, pour reprendre les mots de Jean-François CARON, quand on se lance dans les transitions quelles qu'elles soient... Moi je dis « se faire plaisir », lui il dit « il faut aussi désobéir ». J'ai en l'occurrence désobéi puisque j'ai pris la délibération en Conseil municipal avant d'avoir

l'autorisation du Trésor public pour signer les conventions, histoire de leur mettre un peu la pression et de pas casser ces élans qu'on peut porter dans nos territoires.

Donc il faut aussi un peu forcer le destin parfois. Là c'est la photographie globale de votre feuille de route.

Guillaume COUTEY

Maire de Malaunay

Ce sont les six axes de Cit'ergie, qu'on a repris et on a fondu notre plan d'action Cit'ergie avec notre plan d'action TEPCV. C'est la feuille de route qu'on s'était donnée sur le dernier plan d'action, puisque le prochain est à mettre en œuvre en 2019. Et donc là c'est quelques exemples des défis qu'on s'était donnés sur le plan en cours, sur la rénovation du patrimoine. Donc on est aujourd'hui à 90 % des kilomètres parcourus par les véhicules de la collectivité en bas carbone (puisque on a bien évidemment des véhicules électriques, mais aussi des véhicules GNV, avec notre propre station de recharge de gaz). 65 % de nos besoins de chaleur pour les équipements publics sont couverts par la biomasse, le bois. On a créé notre propre réseau qui est resté municipal. Malaunay étant sur le territoire de la métropole de Rouen, la métropole a désormais elle la compétence énergie. Donc on n'a pas raccordé d'habitants parce que sinon le réseau devenait une compétence de la métropole. Là l'idée, c'était que les économies financières soient pour la ville et pas pour la métropole, donc on est resté chez nous.

Sur l'exemplarité, donc on s'était donné l'objectif de 100 % des écoles labellisées école du développement durable, ça on va avoir du mal. On en a qu'une là sur les quatre groupes scolaires qui est plutôt bien investie.

Trois quarts du budget d'investissement de la collectivité est orienté vers la transition énergétique, et ça depuis 2014. On est déjà... parce que la loi Egalim a été adoptée, on est déjà à 50 de bio et de local au niveau la restauration municipale.

On a un plan d'action qu'on va achever cet automne, de plantation de 500 arbres sur le territoire municipal sur deux ans.

L'accompagnement des bailleurs, on a fait un gros boulot de mobilisation des acteurs du territoire et notamment les bailleurs publics.

Au niveau de la coopération entre les acteurs, on a créé à l'échelle de la commune un club éco-entreprises. On évoquait ce matin la nécessité de mobiliser les pros. On n'a pas la compétence développement économique, là encore c'est une compétence de la métropole. Mais quand bien même, on a pris cette initiative de créer à l'échelle du territoire municipal ce club des éco-entreprises. Et l'enjeu est d'essayer d'essaimer sur le territoire métropolitain à l'heure où la métropole est en train d'élaborer son PCAET.

Comment vous organisez, vous mettez en œuvre l'indispensable citoyenneté pour accélérer la transition ? C'est leur problématique, ils doivent aller vers des cibles de massification de la rénovation énergétique et ça ne peut passer que par un fort accompagnement, une sensibilisation/accompagnement des habitants, des particuliers. C'est les mêmes combats. Donc comment on fait pour mobiliser ? Quelles sont vos actions ?

Guillaume COUTEY*Maire de Malaunay*

Notre premier axe, c'est d'abord de positionner la collectivité municipale dans l'exemplarité. On peut... non pas donner des leçons, mais essayer de mobiliser les habitants pour franchir le pas, pour pouvoir travailler la question des changements de comportement. Moi j'ai préféré poser comme première pierre l'exemplarité de la collectivité – sur ses métiers, sur ses actions du quotidien – avant de pouvoir essayer d'embarquer les habitants avec nous.

On est déjà à 250 actions développées depuis 13 ans que l'on est engagé et on est vraiment sur l'ensemble des champs d'action de la collectivité.

Le premier champ d'action, c'est sur le patrimoine municipal, puisque c'est ce qui se voit le plus facilement, avec cette inspiration bien connue du scénario négaWatt (sobriété, efficacité et renouvelables). Ça a été un peu l'intérêt de la démarche Cit'ergie pour nous, on a changé de paire de lunettes au niveau de l'équipe municipale. Je dis souvent : « j'ai le meilleur service développement durable qu'on peut avoir puisqu'on est 130 dans ce service ». L'ensemble des agents de la collectivité et l'ensemble des élus municipaux ont dans leur feuille de route, dans leur métier, dans leur action au quotidien cette obligation...

Quelle que soit la délégation ?**Guillaume COUTEY***Maire de Malaunay*

Quelle que soit la délégation, l'ensemble des adjoints et conseillers délégués ont effectivement dans leur feuille de route le suivi et la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions de notre plan d'actions de Cit'ergie. L'ensemble des agents municipaux sont, dans le cadre de l'entretien professionnel, évalués sur la mise en œuvre et leur participation à ce projet de territoire. C'est pour ça que je disais tout à l'heure « on est sur un Malaunay en transitions au pluriel » puisqu'on embrasse vraiment l'intégralité des missions de la collectivité.

Donc l'exemplarité.**Guillaume COUTEY***Maire de Malaunay*

L'exemplarité c'est sur notre patrimoine. Quelques exemples. On a un seul gymnase, qui était tout vieux et tout pourri et on s'est lancé le défi de le réhabiliter. Là on a voulu faire la démonstration qu'on n'est pas obligé de raser et de faire du neuf pour pouvoir être exemplaire, mais que la réhabilitation pouvait aussi être financièrement intéressante pour les collectivités. Donc là on a fait un gros boulot avec l'ADEME aussi. Le gymnase, il est en BBC réno, on est à 60 % de consommation d'énergie en moins et on a été lauréat du PREBAT de l'ADEME sur cette réhabilitation. On a décroché des financements de l'Union européenne, ce qui fait que pour un territoire de 6000 habitants, aller chercher des crédits de l'Europe, ce n'est pas un exercice qu'on fait tous les jours. Mais là aussi, ça nous permet de montrer que sur ces enjeux, il y a de l'argent et il suffit d'aller le chercher.

Sur la mairie, c'est un vieux bâtiment qui date de 1870, avec des huisseries en simple vitrage – on est passé au double vitrage, etc. – et on avait des volets qu'on devait coincer dans les fenêtres

pour les fermer. Ça prenait un temps monstrueux aux agents le matin pour les ouvrir. On est passé sur des volets solaires. Ça nous évite de câbler l'hôtel de ville, de défoncer tous les murs. Ça nous a permis de travailler avec une entreprise locale qui n'avait jamais posé de volets solaires (et qui depuis vient présenter le produit à Malaunay avec ses clients pour dire : « regardez, ça fonctionne, etc. »). On essaye aussi beaucoup d'être dans l'expérimentation de ces nouvelles technologies et du coup d'avoir ce lien avec les artisans locaux pour pouvoir leur montrer, au-delà du catalogue, que certains se lancent.

La fleur solaire, c'est de la Com, c'est pas ce qui nous permet de produire plus d'énergie, mais elle est sur la place de la mairie et ça permet de signaler l'engagement du territoire.

On est en train de terminer : tous nos bâtiments publics, on est à 100 % d'éclairage en LED.

La petite maison avec la toiture et la façade végétalisée, c'est la chaufferie bois.

La réno BBC, c'est un des groupes scolaires qui date des années 50 dont on est en train d'achever la réhabilitation thermique. Là aussi, la démonstration c'est grâce à l'audit énergétique, de montrer qu'on n'est pas obligé de faire systématiquement de l'ITE pour être exemplaire.

Et la piscine municipale, on est une des communes qui a bénéficié du programme des piscines tournesol, on a lancé les travaux de réhabilitation et on a un objectif d'une piscine 100 % énergie renouvelable.

Alors là vous nous présentez des rénovations, des opérations, des expérimentations que les élus ont décidées. Qu'est-ce que vous faites pour entraîner la population, leur donner des preuves que c'est possible d'y aller et que c'est possible de faire ?

Guillaume COUTEY

Maire de Malaunay

Justement, en commençant sur les équipements qu'ils utilisent au quotidien... Les gamins dans les écoles, on a travaillé... du coup on l'a mis en place sur l'ensemble des groupes scolaires pour les 620 gamins, le programme wattier à l'école. On travaille du coup avec le corps enseignant. Sur les équipements sportifs et le centre socioculturel, il y a la sensibilisation et la mobilisation des associations qui utilisent les locaux. Donc déjà sur ces lieux de vie du quotidien, l'exemplarité de l'action de la commune est déjà une première étape de sensibilisation.

La marque de fabrique qu'on a essayée... et c'est une des actions qu'on a développée sur notre TEPCV, c'est de produire localement notre électricité et donc on a une grosse action de développement de toitures photovoltaïques. On est sur de la tuile solaire, qui ne vient pas de Chine, qui est fabriquée à 10 km de Malaunay parce qu'on a une usine de fabrication. Symboliquement, j'ai souhaité commencer par l'église, donc on a commencé par couvrir l'église. Et aujourd'hui quasiment l'ensemble du patrimoine municipal... il nous reste trois équipements à couvrir sur les prochaines réhabilitations. On est là sur 1600 mètres carrés de toiture photovoltaïque, systématiquement en autoconsommation et notamment en autoconsommation collective. On est la première collectivité en France à avoir signé avec ENEDIS un partenariat pour justement voir comment faire fonctionner et évoluer le réseau le cas échéant. Donc là on est dans la démonstration aussi.

On a volontairement fait le choix... par exemple sur l'école dans le haut, on est sur des tuiles solaires vertes, puisque ça allait avec le projet de réhabilitation. Sur la maternelle, les tuiles solaires sont bleues, pour aussi en faire des éléments... alors, ça s'intègre bien dans le paysage, on est un peu farfelu, mais pas complètement. Mais voilà, pour interpeller d'autant plus en matière architecturale l'œil et des habitants, des usagers, mais aussi ceux qui passent par Malaunay.

D'accord. Oui, donc mine de rien, derrière ces décisions d'équipements, il y a déjà de l'apprentissage et de la sensibilisation des gens. Comment vous traduisez cela auprès des citoyens de Malaunay ?

Guillaume COUTEY

Maire de Malaunay

On le traduit sur le fait qu'une des attentes des habitants par rapport à leurs élus, c'est de ne pas augmenter les impôts. Nous on a essayé de voir si la démarche qu'on avait initiée se vérifiait aussi en euros sonnants et trébuchants et donc on a regardé... puisque j'évoquais tout à l'heure cet embryon-là en 2006 de ce petit comité écocitoyenneté. Donc on est reparti de 2006 et là vous allez le montant de la facture énergétique de la collectivité. Donc on est sur le carburant, le chauffage et l'électricité. 275 000 € en 2006.

Pour nous l'idée c'est de faire la démonstration, à travers ce diagramme, du coût de l'inaction. Si on n'avait rien fait, si on avait simplement subi les augmentations sur la période, on serait aujourd'hui en 2017 à plus de 470 000 € de facture énergétique. Le gaz a pris 60 %, le carburant n'en parlons pas. En 2017, la facture énergétique de la collectivité, à consommation constante, était de 204 000 €. On fait la démonstration que l'engagement de la collectivité permet de contenir les augmentations de tarifs et bien au-delà de réduire la facture énergétique de la collectivité.

Vous intégrez là-dedans les investissements spécifiques ?

Guillaume COUTEY

Maire de Malaunay

Là en 2017, les toitures photovoltaïques ne sont pas encore en service. Ça veut dire que sur 2018, on les met en service petit à petit. On sera dès 2018 à -30 000 encore, alors qu'on ne sera pas en année pleine de fonctionnement de nos toitures solaires.

Donc ça nous permet de valider la démarche sur l'aspect financier, au-delà de l'économie de rejets de CO₂, mais rien que sur l'aspect financier ça nous a permis au niveau de la collectivité de faire davantage, face à la baisse des dotations de l'État notamment.

L'intérêt de la démarche, au-delà de l'aspect financier, c'est l'attractivité du territoire, au-delà de nos trois boulangeries. Ça nous permet notamment sur le logement d'être un laboratoire de l'habitat durable.

On est aussi du coup un terrain fertile sur les initiatives citoyennes. Il y a une AMAP qui est sortie en à peine trois semaines à l'initiative d'habitants, qui fonctionne plutôt bien puisqu'il y a près d'une cinquantaine de personnes qui participent à cette AMAP. Jardins partagés. On est en train de travailler aujourd'hui sur un projet d'habitat participatif dans une ancienne école.

L'appel à projets en termes d'énergie citoyenne, je l'évoquais, c'est le financement par l'emprunt qu'on a réalisé. On a levé 50 000 € de financement de cette toiture solaire. Il y a 119 personnes qui ont souscrit à notre emprunt. Sur les 119, 29 sont malaunaysiens, une quarantaine sont seinomarins. On est vraiment sur un financement participatif au plus près du territoire et donc on a levé ces 50 000 € avec... on rembourse sur trois ans la mise des personnes qui nous ont prêté de l'argent, on rémunère à 2,6 %.

Et quel que soit le montant ?

Guillaume COUTEY

Maire de Malaunay

Quel que soit le montant, c'était de 50 € à 2000 € maxi.

Arrêtez les assurances vie, allez chez lui !

Guillaume COUTEY

Maire de Malaunay

Justement, dans le cadre des réunions publiques qu'on a faites sur cette initiative, moi j'ai posé la question aux gens : « pourquoi vous êtes venus ? ». Est-ce que c'était le taux de rémunération qui les intéressaient ou est-ce que c'était le projet ? Et en fait personne ne m'a répondu sur le taux. Donc on aurait dû rémunérer moins ! Mais du coup, ça m'encourageait pour un prochain projet, potentiellement sur le prochain mandat, de redemander aux habitants de participer financièrement via un dispositif comme celui-ci.

Et le Maire a investi ?

Guillaume COUTEY

Maire de Malaunay

Non, je me suis auto exclu. Vu le niveau de rémunération, je ne voulais pas être accusé de m'enrichir sur le compte de la ville. Et de la même manière, on a remboursé sur trois ans... on rembourse un tiers-un tiers-un tiers pour aussi éviter que les gens se sentent obligés de revoter pour moi, puisque le dernier remboursement, c'est après les élections.

On passe aux bâtiments. Qu'est-ce que vous faites sur ce secteur-là ?

Guillaume COUTEY

Maire de Malaunay

Là c'est l'exemple sur l'aspect bâtiments propriétaires publics et privés. On a un gros boulot de mobilisation des acteurs du bâtiment public. Mais là ici, sur votre cœur de métier par rapport aux habitants (je disais tout à l'heure, 65 % de propriétaires) on a mis en œuvre l'expérimentation BIMBY juste avant la révision du Plan local d'urbanisme. Qui nous a permis d'identifier... et on a intégré les résultats de BIMBY dans le PLU, ce qui nous a permis d'identifier l'équivalent de trois lotissements qu'on n'aura pas à construire grâce à cette opération. Et depuis, on suit les habitants qui étaient venus se renseigner sur cette initiative pour les encourager à diviser.

On a été retenu... on essaie de choper toutes les bonnes idées et même quand c'est des boîtes privées qui veulent se faire de la pub. Là on a bossé avec GRDF qui avait une commune en Seine-

Maritime à choisir pour faire une thermographie avec un drone. Et donc du coup, on a mobilisé derrière les habitants sur la restitution de la déperdition énergétique de leurs logements et du coup on a mobilisé l'EIE de la métropole ce jour-là pour leur dire « c'est l'occasion qu'on puisse vous passer les infos ». Même si nous, on a développé au sein du service urbain de la ville... j'ai un agent qui dès l'instant que quelqu'un vient déposer un permis de construire prend le temps de poser la question si tous ces aspects-là ont été vus, que ce soit sur un agrandissement des constructions neuves.

On a une convention avec le CAUE et ça c'est un vrai service qu'on finance pour accompagner les habitants. Et surtout, on a mis en place le SAME, le Service d'aide à la maîtrise de l'énergie, qui est un SLIME en fait, où on fait des visites à domicile gratuites pour les habitants qui nous sollicitent. J'ai deux agents qui sur leur temps de travail font ces visites à domicile. On accompagne les propriétaires occupants ou les locataires, mais prioritairement les propriétaires occupants, sur les bons gestes à mettre en place pour faire des économies d'énergie. Là c'est notre action de lutte contre la précarité énergétique. Et on les accompagne sur le diagnostic, la nature des travaux à faire, l'accompagnement pour la recherche de l'ensemble des aides auxquelles ils peuvent prétendre (pour qu'ils puissent faire valoir leurs droits, parce que dans ce marasme de toutes les aides qui peuvent exister, ça en décourage plus d'un). Et on fait la mise en relation avec les artisans, notamment les artisans qui sont sur la commune et pour lesquels on sait qu'on aura un suivi et on suit aussi les travaux. On a mis en place ce service depuis la fin de l'année 2015. On a eu une quarantaine de visites aujourd'hui, qui ont débouché sur un peu plus de 10 programmes de travaux, pour certains relativement conséquents. Et donc là, on est sur un financement de CEE précarité. Et donc à l'instar de ce que peuvent connaître les EIE par exemple, c'est la difficulté qu'on peut avoir au niveau de la collectivité de pouvoir se projeter (puisque le CEE précarité était sur la sellette là il y a encore quelques mois). Et donc en termes de visibilité dans le temps ce type d'actions, parce là on est vraiment sur le temps long, il faut instaurer la confiance par rapport aux habitants. Là on était bien content que le CEE précarité, qui finance une partie de notre service, soit reconduit. Mais simplement reconduit sur à peine deux ans. Et là on a présenté notre projet et on est financé aussi par la Fondation Macif sur ce programme pendant trois ans.

Du coup, arrêtons-nous là-dessus quelques instants pour traiter le sujet de : quelle est votre vision, quelles sont vos attentes d'un grand service public de la rénovation ? Ils l'attendent, il faut qu'il se mette en œuvre et on n'en a pas encore toutes les clés.

Guillaume COUTEY
Maire de Malaunay

Effectivement, il n'y a pas qu'eux qui l'attendent. Il devient plus qu'urgent à organiser sur tout le territoire national ce service public. On voit bien à travers les différentes initiatives qui peuvent être prises sur les différents territoires que si le territoire souhaite être à la pointe, mettre de l'argent, on va avoir des territoires qui vont avancer et qui vont vraiment s'attaquer notamment à la problématique de la précarité énergétique. Et on va encore avoir, une fois de plus, bon nombre de territoires avec des habitants laissés pour compte. Il y a une vraie question d'égalité de traitement des citoyens face à cet enjeu, qui est un enjeu affiché comme étant une priorité nationale, pour lequel les moyens aujourd'hui ne sont pas encore complètement au rendez-vous.

Il y a la nécessité de clairement aujourd'hui organiser ce service public, puisque c'est l'essence même de ce que nous on essaye de défendre localement à l'échelle d'une commune, c'est : quelle est la plus-value du service public par rapport au service privé sur tel ou tel domaine d'intervention ? On voit bien aujourd'hui... puisqu'on est confronté régulièrement au quotidien à

des arnaques sur tous ces secteurs d'activité. Et aujourd'hui, il n'y a pas de service public clairement identifié pour aussi rassurer les habitants lorsqu'ils se font démarcher. Il n'y a pas de porte d'entrée pour permettre d'avoir cette information unique et le bon conseil.

Il y a énormément d'acteurs publics et privés qui interviennent et nous aujourd'hui on mène à l'échelle de la commune ce travail d'être la porte d'entrée, non pas le guichet unique, mais la porte d'entrée pour correctement orienter. Sauf que ce n'est pas la responsabilité d'une ville de porter ce service public, ce service public doit être national puisqu'on est sur un enjeu national.

Avec une équité territoriale.

Guillaume COUTEY

Maire de Malaunay

Mais oui, clairement. Je vais prendre l'exemple de la métropole de Rouen. On a un Espace Info Énergie, très bien, il est dans le cœur de Rouen. Moi les malaunaysiens, ils n'y mettent pas les pieds. C'est ce qui était évoqué ce matin : ceux qui vont majoritairement dans ces espaces-là sont ceux qui ont déjà un projet de travaux et qui ont les moyens de le faire. Nous l'intérêt du SAME, c'est qu'on va chercher les gens. Une des actions que l'on va mettre en œuvre – puisqu'on n'a pas pu tout lancer – c'est... il y a le côté rassurant aussi du côté de la commune. C'est pour ça que moi je suis un fervent défenseur de cette idée que la transition énergétique ne peut passer que par les territoires.

Quand j'entends aujourd'hui que la contribution climat potentiellement va être donnée aux régions et aux intercos, c'est bien, sauf que moi je lutte pour que cette contribution soit aussi orientée vers les communes et les territoires volontaires. Parce que l'image du Maire, l'image de la ville a un côté non pas rassurant, mais on est encore la collectivité de proximité qui a une image positive, notamment pour rentrer chez les gens et les accompagner sur la transformation de leur logement.

Nous sur la métropole de Rouen par exemple, on n'a pas encore de plateforme de rénovation énergétique. Un territoire de 500 000 habitants, ça n'existe pas. C'est une des actions qui va être mise dans le PCAET. D'autres territoires l'ont depuis un bon bout de temps et donc là on voit bien qu'en termes d'égalité de traitement des citoyens en fonction de leur territoire de vie, tout le monde ne part pas du même pied d'égalité.

On balaise rapidement ce que vous menez avec les bailleurs tant privés que publics ?

Guillaume COUTEY

Maire de Malaunay

Donc là c'est simplement les images sur le logement public. On a vraiment essayé d'identifier le territoire. Ça a été un des résultats de ce bénéfice de l'action, au-delà du bénéfice financier, ça nous a permis de donner une identité à Malaunay, qui était une des villes parmi les 71. La métropole de Rouen c'est 500 000 habitants. Nous on pèse 6 000 et Malaunay c'était une ville parmi les autres. Aujourd'hui, on est clairement identifié à l'échelle de la métropole sur ces enjeux-là et donc il y a une fierté des habitants de voir que leur territoire accueille de l'innovation. Ça nous a permis de travailler l'innovation aussi autour des nouvelles formes d'habiter. On a accueilli la première résidence BBC du territoire de la métropole à Malaunay en 2009. On a eu en 2015 la première résidence passive. Là on est sur un projet un peu innovant qui a été retenu et qui

est retenu au niveau du ministère du Logement pour la RT 2020. Sur l'habitat partagé, on a lancé l'opération de réhabilitation de la résidence autonomie. Dans le parc de la résidence, on a construit un immeuble en logements publics de 31 logements. Je n'ai pas voulu de voitures au pied de l'immeuble, on a mutualisé le parking pour faire en sorte que les gens se croisent.

C'est autant d'outils... le logement, mais aussi les autres actions qu'on essaye de développer. Le rêve de Jean-François... moi mon rêve, c'est de travailler au quotidien le renforcement du lien social. Et là à travers le logement, on a mis en place une laverie partagée entre les deux résidences et des jardins potagers partagés. Techniquement aussi, le surplus de production de chauffage de la nouvelle résidence vient alimenter la résidence autonomie. On est vraiment sur le laboratoire de l'habiter et de l'habitat de demain.

Et c'est ce que je disais tout à l'heure, de se faire plaisir aussi à travers ce type d'initiatives, puisque cela nous permet de développer sur le territoire de la commune des innovations aussi autour du bâtiment et de travailler avec les entreprises sur ces défis-là.

J'évoquais tout à l'heure le financement participatif. L'enjeu pour nous maintenant, c'est de travailler l'implication des habitants, c'est la deuxième pierre. On a sorti un journal municipal spécifique qui reprend l'ensemble du projet de la collectivité, qu'on a fait à travers une bande dessinée pour aussi toucher les enfants sur toutes les bonnes actions qu'on essaye de mettre en œuvre.

Et là le dernier défi qu'on s'est lancé, c'est ce qu'on a appelé « la transition prend ses quartiers », qu'on lance ce mois-ci. On a lancé un casting avec les services de la ville pour recruter sept familles qui vont se lancer. Il y a un peu l'arrière-pensée du défi familles à énergie positive que l'ADEME avait porté, auquel des familles de la ville avaient participé. Là c'est vraiment de le faire spécifiquement pour Malaunay, avec des familles identifiées sur le territoire. On a ouvert aussi aux entreprises et aux établissements scolaires. Donc il va y avoir une équipe du collège, il va y avoir une école qui est embarquée. Et l'idée de ce défi, pendant trois mois – sur le premier mois, ils auront trois défis, sur le deuxième deux et sur le dernier un – c'est qu'à partir de leur retour d'expérience, on puisse créer des supports, bande dessinée, des jeux, etc. Qu'on puisse donner ça au reste des familles sur le territoire pour essayer à l'échelle des quartiers d'essaimer. C'est la première étape de mobilisation et après l'idée c'est de lancer un appel à projets permanent sur tous les quartiers de la ville pour faire en sorte de cultiver dans le temps cette ambition des changements de comportement au quotidien.

J'entends que les actions doivent s'inscrire dans le temps, une approche systémique avec tous les champs que vous nous avez décrits sur votre feuille de route. Et puis pas de contraintes, entraîner positivement, se faire plaisir, c'est ce que vous vous disiez en ouverture. Qu'est-ce que vous n'avez pas encore réussi à faire ?

Guillaume COUTEY

Maire de Malaunay

On n'est qu'au début de l'histoire, donc je ne sais pas ce qu'on n'a pas encore réussi à faire. Là le gros enjeu, et ça va être le plus difficile, c'est de mobiliser les habitants et de leur faire changer toutes leurs habitudes du quotidien. Là c'est un vrai gros défi qui va nous entraîner sur plusieurs années. C'est l'intérêt et ça permet aussi de réinterroger le format de l'action publique par rapport à l'attente que les habitants ont aujourd'hui. Aujourd'hui, tout le monde court après tout, il faut se dépêcher d'aller chercher les gamins à l'école, chez la nourrice, tout ce qu'on veut. Et nous notre

action, là elle s'inscrit clairement sur le temps long. On ne peut pas changer les comportements, on ne peut pas changer un territoire, on ne peut pas changer la manière dont vit un territoire aussi rapidement qu'est l'attente de nos concitoyens aujourd'hui. Donc il y a cet écueil aujourd'hui auquel on est confronté. Mais c'est justement beau défi par rapport à la transformation d'une ville de pouvoir faire en sorte... en expliquant, en faisant participer, on essaie que ce soit une aventure collective, avec du coup ce renforcement du lien social et de montrer que la transition écologique et énergétique c'est pour tout le monde et ce n'est pas que pour ceux qui ont de l'argent.

Est-ce que vous avez des actions spécifiques sur la cible enfants jeunes ?

Guillaume COUTEY

Maire de Malaunay

Énormément. Au niveau des écoles, on est par exemple... Si je prends la restauration municipale, j'ai un groupe scolaire où ils sont à zéro gramme de déchets par enfant le midi sur la restauration. Alors, on ne leur fait manger les peaux de bananes, mais ce sont les enfants qui trient eux-mêmes leurs déchets. Donc là on attaque la phase suivante de valorisation. Ils ont déjà les jardins, on met en place les composteurs. Et là l'idée, c'est d'installer un poulailler commun de toutes les écoles pour gérer les déchets de la restauration municipale. Donc oui, sur les enfants ils sont très mobilisés.

On a notamment... dans le cadre de notre démarche Cit'ergie, on a identifié la démarche avec une bestiole que l'on a appelée Lucit'ergie, qui s'allume en rouge quand c'est pas bien et qui s'allume en vert quand c'est bien. On l'a décliné en jeu dans le parc municipal, elle est dans tous les équipements publics et notamment dans les écoles, pour avoir cette action de sensibilisation qui puisse être appropriée par les enfants. J'ai un des fameux boulangers de la ville qui l'a transformée en gâteau, qui l'a fait en chocolat. Donc la luciole, elle aussi dans la vitrine du boulanger. C'est tout bête, ça ne change pas la phase du monde, mais ça montre que l'histoire commence à être partagée sur le territoire de la collectivité.

Et la fleur solaire, qui est sur la place de la mairie, on aime ou on n'aime pas. Moi ce que j'ai trouvé intéressant, c'est que ça a fait parler les habitants et ça montre qu'ils s'intéressent à ce qu'il se passe sur l'espace public et donc c'est déjà un grand pas.

Échanges avec la salle

Sandrine BUREZI

Directrice de Gefosat, Co-présidente du CLER

Je voudrais dire à quel point pour nous c'est important d'avoir des témoignages comme celui de Guillaume COUTEY. Mais du coup, comme on n'a pas eu du tout la parole pendant ces deux jours... Je suis désolée, je ne vais pas poser de questions au Maire de Malaunay, que je salue évidemment. Je profite de ce seul temps de parole pour dire quelques petites choses. Ça va vous étonner, mais je vais commencer par remercier l'ADEME pour organiser ces rencontres, pour nous donner effectivement ce temps d'échange.

Je vais quand même dire que des rencontres Espace Info Énergie plateformes pro, etc., sans que les réseaux puissent intervenir et sans que la parole soit donnée à la salle, c'est quand même très dommage. Parce qu'on est en train de nous annoncer des choses qui pourraient être formidables et qui sont pourtant très inquiétantes pour nous, parce que sans financement structurel et structurant, il n'y aura plus de structure. Le résultat des travaux et des différents échanges qu'on a eus, c'est une véritable inquiétude sur ce service public, mais également sur ce qui existe aujourd'hui déjà, les espaces info, les plateformes, etc. Donc je pense que ça c'est quand même une préoccupation que l'on voudrait porter. Alors, on entend dire « c'est Bercy », donc on blaguait en disant « Bercy patron ! ». Le problème c'est que si partout on dit « c'est Bercy », on ne fait rien. Et ce que Guillaume vient de nous montrer, c'est qu'il faut qu'on fasse.

Donc vous êtes là pour nous dire de faire, mais on fait. On fait déjà, mais on aimerait continuer à faire. Et donc, au nom du réseau du CLER, mais également je pense au nom des structures qui s'inquiètent légitimement pour leur avenir, je voudrais dire qu'on espère vraiment que l'année prochaine, on se retrouvera avec une visibilité, avec des accords-cadres qui seront travaillés avec toutes les parties-prenantes, de la commune à la région, et qu'on pourra enfin avoir une visibilité sur ce service qui nous tient à cœur et sans lequel la rénovation énergétique ne se fera pas !

(Applaudissements.)

Votre intervention plébiscitée, Madame, on la prend. Elle était aussi exprimée... Quand vous dites « on n'a pas eu la parole », j'espère que vous avez parlé avec les gens pendant les deux jours, autrement je m'inquiète. Et puis toutes ces petites séquences où on est allé interroger les uns et les autres, c'est une prise de parole et dans la conclusion tout à l'heure évidemment que pas mal de vos confrères exprimons ça, vous l'entendrez. Et puis c'était juste pour l'organisation, un parti pris que les plénières soient informatives et que les moments d'échanges se fassent dans les ateliers et sur le forum et j'espère que vous y avez parlé. Donc ce que vous venez de dire, Madame, je le garde sous le coude et on le reprend dans la conclusion de Nicolas SOUDON.

De la salle

Est-ce que vous vous déplacez pour aller un peu présenter votre démarche à d'autres élus en milieu rural ?

Guillaume COUTEY*Maire de Malaunay*

Je me déplace, la preuve je suis là. Je bouge beaucoup, effectivement. Malaunay, on est un des détours de l'Agence régionale de l'environnement de Normandie et on accueille de plus en plus de groupes pour justement présenter la démarche.

Là sur le territoire de la métropole de Rouen, il a été pris l'initiative – en parallèle de l'élaboration du PCAET – de mener une COP 21 à l'échelle locale (puisque par rapport aux objectifs qu'on va donner au territoire à l'horizon 2050, la métropole n'a quasiment aucun effet levier sur ces compétences). Et pour pouvoir atteindre ces objectifs, l'idée était de mobiliser les différents acteurs.

Et j'ai été moi chargé, au regard de cette légitimité que peut avoir Malaunay aujourd'hui, de mobiliser les 70 autres communes du territoire. Donc j'ai fait le tour des 71 communes, il m'en reste encore deux à faire, pour justement les embarquer dans l'aventure. Y compris les territoires plus ruraux, puisque le territoire de la métropole de Rouen, la majorité des communes membres sont des communes dites petites.

Donc oui, ce boulot-là et on essaye de le faire à Malaunay, que ce soit moi en tant que Maire, mais également mes services, mon DG et ma Directrice de l'Environnement et des moyens techniques aussi ont l'occasion très régulièrement de participer et d'aller présenter notre démarche. Hier par exemple, à Rouen on a mobilisé 13 communes pour pouvoir essayer de les embarquer avec nous dans Cit'ergie. Donc oui, ce boulot pour essayer, on essaye de le porter à notre mesure.

De la salle

J'ai senti dans votre présentation quand même une petite rivalité entre la métropole et la commune. En même temps, vous parlez d'essaimage et là vous venez de nous témoigner que vous preniez votre bâton de pèlerin pour mobiliser les communes.

Vous avez évoqué ça rapidement, mais si le SPE doit se mettre en place, l'échelle pertinente, l'implication de l'EPCI, de la Région, de la commune... Comment vous verriez ça sur votre territoire ?

Guillaume COUTEY*Maire de Malaunay*

Alors en fait, ce n'est pas une rivalité entre Malaunay et la métropole, c'est une frustration. C'est qu'à un moment donné... Alors, je suis peut-être un peu plus impatient, mais je trouve qu'on ne va pas assez vite à l'échelle du territoire métropolitain. Cet échelon-là est relativement récent, ça ne fait que trois ans qu'on est en métropole et que la métropole a la compétence énergie. Donc là aussi, on est au début d'histoire. Personnellement, au regard des urgences, je trouve qu'on ne va pas assez vite. Donc il n'y a pas de rivalité.

Là l'intérêt, c'est justement que la métropole se repose sur notamment les trois communes labellisées Cit'ergie – Rouen la ville centre, Le Petit-Quevilly (qui est la ville dont vient le Président de la métropole) et Malaunay – on essaye d'embarquer avec nous le reste du territoire. Donc ce n'est pas une question de rivalité, c'est une question plutôt d'impatience pour qu'on puisse se bouger à l'échelle du territoire métropolitain. J'ose espérer que l'adoption du PCAET va nous permettre du coup de pouvoir accélérer un peu le mouvement.

Après, par rapport à votre remarque et la question en introduction sur qu'est-ce que je peux attendre des EIE. En fait, je pense qu'il y a un gros enjeu pour vous, c'est de montrer qu'aujourd'hui vous êtes incontournables. Puisque ce fameux service public de l'énergie, on ne sait toujours pas quand il va sortir, s'il sort et sous quelle forme. Même si on a des bribes de cahier des charges ou autres. Sauf que là il y a un gros enjeu pour vous, c'est de montrer que vous êtes incontournables sur les territoires pour porter avec les communes et sur les territoires ces enjeux-là. Et donc je pense qu'il y a un boulot assez important à mener auprès des élus pour montrer que c'est un super outil qui est à notre disposition ; et je ne suis pas convaincu que tous les élus soient suffisamment proactifs pour pouvoir avoir recours aux outils que sont les EIE ou les plateformes.

Il vous est proposé par les acteurs de la Nouvelle Aquitaine une plaquette géniale à destination des élus pour justement sensibiliser, entraîner et créer des coopérations.

Guillaume COUTEY

Maire de Malaunay

Mais j'ai vu qu'il y avait eu un atelier sur la mobilisation des collectivités territoriales hier et je pense qu'il y a un vrai enjeu. Le message aujourd'hui, c'est que les élus soutiennent les EIE et les plateformes pour pouvoir justement réussir collectivement cet enjeu-là.

De la salle

Je voulais rebondir exactement sur cette question-là. C'est-à-dire que quand on est dans les territoires et quand on est en appui en AMO auprès des plateformes et auprès des techniciens qui travaillent dans les plateformes, s'il n'y a pas les élus... et plus que les élus les DGS et les DGA. Et le deuxième écueil – c'est peut-être une suggestion dans votre temps votre démarche de témoignage et de prendre son bâton de pèlerin – c'est aussi pratiquement comment... depuis l'arrière-cour où se trouve souvent la transition énergétique, le développement durable, etc. Dans une collectivité, comment on mobilise les équipes en interne ? Comment vous avez fait pour désiloter, pour faire en sorte que l'ensemble des services travaillent et se sentent investis dans cette question-là ? Parce que sur les plateformes, on constate que le fait de pas pouvoir aller interpellier les collègues dans les autres services est aussi une limite à leur action.

Guillaume COUTEY

Maire de Malaunay

Par rapport à l'aspect organisationnel de la collectivité, c'est tout l'intérêt que nous a apporté notre engagement dans Cit'ergie. C'est un des piliers de la démarche et c'est pour ça que j'essaye d'embarquer mes collègues à l'échelle du territoire métropolitain sur cet outil formidable que peut être Cit'ergie, pour structurer justement cette transversalité dont on a besoin quand on parle de transition énergétique et écologique.

Après, clairement, il y a une vraie volonté politique à l'échelle de la collectivité. Moi j'ai saisi cet objet-là pour vraiment travailler un projet de territoire et englober l'ensemble des acteurs du territoire et pas simplement rester sur les simples métiers de la collectivité.

Après, malheureusement, au-delà des EIE, des plateformes ou autres, bien souvent toutes ces histoires de transition ou autres, je ne vais pas dire que ça fait peur, mais ça fait un peu débat d'experts. Il suffit de regarder sur une plaquette comme ça « Rencontres Nationales Réseaux EIE & PTRE », celui qui passe à côté des bâches autour du forum, ça ne peut pas lui parler, il ne peut pas

savoir de quoi on cause. Bien souvent en fait c'est le retour que j'ai et c'est pour ça qu'on essaye nous de montrer qu'une petite collectivité peut s'embarquer dans ce type de défi et qu'on n'a pas besoin d'être gros. Moi c'est le retour que j'ai eu d'un certain nombre de mes collègues maires : « ah oui, ouais, enfin bon, nous tout ça c'est trop loin pour nous, c'est trop compliqué ». Non, il y a plein... c'est simplement d'essayer de remettre un peu de bon sens dans l'action publique.

Et si on remet un peu de bon sens dans l'action publique, ce sera plus facile de dépasser ces organisations en silos et faire en sorte que... Je le vois aujourd'hui à l'échelle de la métropole : la Direction de l'environnement et de l'énergie, ils galèrent pour pouvoir essayer aujourd'hui de mettre la pression. On est en train de travailler le PLUI, bon, c'est la dernière roue du carrosse. Moi quand j'ai commencé à dire sur la révision du PLUI : « quitte à ce que ce soit la première fois qu'on bosse ensemble notre PLU, lançons-nous dans une approche environnementale de l'urbanisme en même temps ». Alors là un gros mot, aussitôt la direction de la planification : « ah non non, c'est trop tôt, on sait pas faire ». Sauf qu'il y a cet enjeu et c'est pour ça que je disais... Notre enjeu commun, c'est de faire en sorte de se battre collectivement et nationalement pour faire en sorte que les financements qui nous permettent de mettre en œuvre nos missions soient un peu plus pérennes et qu'on nous donne de la visibilité dans le temps. Clairement, moi en tant que collectivité et vous en tant qu'acteur du quotidien sur ces enjeux-là, on a collectivement ce besoin de visibilité dans le temps de la planification de nos financements. Mais il y a aussi cet enjeu clairement de montrer qu'on n'est pas la dernière roue du carrosse, mais qu'on devrait plutôt être la première.

Virginie GUY

Association GERES

On est venus avec la délégation des Marocains et des Tunisiens et je me posais la question... Notamment par rapport à ces pays où il y a un chômage des jeunes important et des problématiques économiques, est-ce que vous avez quantifié les retombées économiques de cette politique et notamment du volet sensibilisation grand public ? En termes d'activité économique locale et peut être de création d'emplois. Est-ce que c'est un argument vraiment qu'on peut utiliser pour convaincre d'autres élus ?

Guillaume COUTEY

Maire de Malaunay

Alors, on n'a pas collecté l'ensemble des infos, on ne reste qu'une commune, donc en termes de moyens on a quand même tous les services à faire tourner au quotidien aussi. Mais oui, la dynamique qu'on a enclenchée sur le territoire est génératrice d'emplois et de changements. Sur les quatre exploitations agricoles, il y en a un, il vient d'achever sa conversion au bio. Sur les aspects de rénovation du bâtiment, vu qu'on travaille nous avec le SAME, avec notre propre Service d'aide à la maîtrise de l'énergie, on travaille directement avec les artisans sur le territoire de Malaunay et à proximité. D'où l'initiative qu'on a prise de création de ce club éco-entreprises. Et donc ça nous permet aussi de voir les dynamiques sur ces emplois-là. Le fait de passer au bio et au local dans la restauration municipale... par exemple sur les trois boulangers, j'en ai un qui est 100 % bio.

En termes de dynamique économique, oui il y a une vraie dynamique (qu'on n'a pas quantifiée parce que nous on n'a pas les outils pour pouvoir tout rassembler). Mais là par exemple, sur les déplacements des agents municipaux, on n'a pas fait un PDA uniquement, on a fait un PDIE avec les deux plus gros employeurs qui sont sur le territoire de la ville (Legrand Normandie où il y a 300

salariés et Nutriset où ils sont là maintenant à 250 salariés). On a fait un PDIE en commun pour pouvoir là aussi travailler les synergies avec le monde économique. Donc oui, il y a un vrai enjeu sur le développement économique et la création d'emplois.

On a un bureau d'études qui s'est installé spécifiquement sur ces questions-là. Le mec il a commencé tout seul et aujourd'hui ils sont 12.

De la salle

Par rapport à l'investissement que vous faites dans ces opérations, quelle valeur cela représente dans votre budget ? Quelle marge de manœuvre cela vous a permis aussi de récupérer et quel impact cela a eu sur l'impôt des particuliers ? Est-ce que c'est réellement facilement reproductible pour d'autres élus ? Parce qu'effectivement, quand on est sur des éléments un peu expérimentaux, on a effectivement possibilité de récupérer des choses. Par exemple sur mon territoire, j'ai bénéficié à deux reprises du TEPCV. Donc on obtient des moyens financiers supérieurs à la norme pour pouvoir développer des actions, mais néanmoins, vu le manque de financements de l'État, qui malheureusement privilégie les chasseurs à la transition énergétique, on ne va pas tous arriver à obtenir un modèle comme le vôtre ?

Guillaume COUTEY

Maire de Malaunay

Donc le TEPCV a été un vrai effet levier, clairement. Tant pis pour ceux qui n'y sont pas allés, il fallait qu'ils se réveillent avant. Ce n'est pas parce qu'on est là aujourd'hui avec eux, mais nous on est dans tous les dispositifs expérimentaux que l'ADEME de Normandie peut lancer. Dès qu'ils sortent quelque chose, on fonce. Et donc on se fait financer les postes et autres actions de Com. Je pourrais vous raconter tous les dispositifs de l'ADEME en Région Normandie, on est dans tous.

Après, sur l'impact financier pour la collectivité, les taux d'imposition communaux n'ont pas bougé sur la ville depuis 2004. L'objectif est qu'ils ne bougent pas à l'horizon de la fin du mandat, jusqu'en 2020. Donc oui, il y a un vrai retour financier et je l'ai montré avec le coût de l'inaction. Et après, je passe mon temps à aller chercher de l'argent ailleurs, que ce soit auprès des collectivités publiques traditionnelles, mais aussi du privé. Le SAME, je l'ai dit rapidement, notre Service d'aide à la maîtrise de l'énergie, on a répondu à un appel à projets de Macif Assurance pour pouvoir se le faire financer. Notre projet « la transition prend ses quartiers », on le présente à la Fondation de France. On va chercher des partenariats privés. Le rucher municipal qu'on a installé qui est géré par les agents de la collectivité, je l'ai fait financer par GRDF (puisque'il y a toutes ces boîtes qui veulent s'acheter une virginité, autant prendre l'argent là où il est). Et sur l'église où on a installé les tuiles solaires, on a installé une batterie de stockage puisqu'il y a cet enjeu du stockage. J'ai rencontré des gens un peu fous comme nous qui ont un partenariat exclusif avec Nissan en Europe. Ils récupèrent les batteries des Nissan LEAF quand la batterie n'est plus assez performante pour la voiture et ils reconditionnent ça en batterie de stockage. Avant de l'acheter moi pour les ateliers municipaux et brancher nos voitures dessus, j'ai voulu tester leurs produits et je l'ai négocié sur le parking de la mairie après le rendez-vous et le truc on ne l'a pas payé. Après, oui c'est énormément de temps, mais on arrive à trouver. L'argent pour financer tous ces beaux projets, il y en a et notre pays est suffisamment riche pour pouvoir mobiliser cet argent sur la transition.

Un grand merci pour votre témoignage.

Clôture des Rencontres

Nicolas SOUDON

Directeur exécutif actions territoriales, ADEME

Tout d'abord, un premier élément. Moi ce que j'ai apprécié... même si la parole n'a pas forcément pu s'exprimer dans la salle dans les plénières, en tout cas je sais que dans les ateliers on a discuté de manière approfondie. Ce que j'apprécie à chaque fois dans ces rencontres EIE plateformes, c'est votre franchise, qui en général tout en étant franche est aussi constructive, essaie de trouver des solutions et se fait avec le respect de chacun. Et ça, je pense que c'est important.

Bien sûr, vous tenez au réseau des EIE et des plateformes et j'ai envie de dire nous aussi, puisque l'ADEME a largement contribué à le construire, à le financer et à le soutenir depuis de nombreuses années maintenant. Donc évidemment on y croit, sinon on ne serait pas là et sinon on ne ferait pas ces rencontres.

La question du financement, évidemment elle est dans toutes les têtes, elle est dans la nôtre aussi. Mais je crois que derrière la question du financement, c'est aussi d'abord la question du SPE lui-même (auquel on croit, pour lequel toutes les cartes sont là, elles sont sur la table, maintenant il faut les organiser).

Ce que j'ai envie de dire, c'est que la question du financement, elle va avec. Si le SPE arrive à se construire de manière pérenne et organisée, à ce moment-là la question du financement sera presque secondaire parce qu'elle arrivera d'elle-même, mais il faut démontrer qu'elle peut se construire. Et aujourd'hui, la situation dans laquelle on est sur le financement du réseau des EIE et des plateformes, il est dans un entre-deux, il n'est pas quelque chose qui est réellement pérennisable. En réalité, l'ancrage à l'ADEME, il était nécessaire dans cette période, il est confortable, mais soyez tous vigilants et nous-mêmes on l'est. Ce confort, il n'est pas pérenne, à un moment ou à un autre on nous dira : « mais finalement, l'ADEME est là pour expérimenter des choses, pour construire des choses nouvelles, elle n'est pas là pour financer quelque chose de permanent ».

Ce à quoi je nous invite collectivement, c'est à travailler cette question de la montée en charge des territoires sur le SPE. Et c'est pour ça qu'on vous propose cette expérimentation avec les régions au cœur du système. Parce que d'abord c'est ce qui est prévu par la loi elle-même (qui n'a que deux ans, mais ça fait quand même deux ans). Tout est là, tout est dans le programme régional efficacité énergétique dans la définition du service public. La loi, elle a des défauts dans sa formulation, dans ses incohérences, le mot « plateforme » qui ne correspond pas aux plateformes, mais qui correspond aux EIE dans un cas. Enfin des choses qui sont pour le commun des mortels totalement incompréhensibles, y compris pour moi quand je suis arrivé à mon poste. Mais cette loi a le mérite quand même de définir qui fait quoi et ça, il faut s'y atteler. Elle pourrait définir des choses qui ne sont pas cohérentes, mais en l'occurrence, le rôle des régions et des collectivités, il est fondamental. Parce que c'est dans les territoires que va se faire la transition écologique et énergétique. L'État est là pour être le garant de la bonne organisation du système, de la loi, de la réglementation et de l'incitation (d'une part pour accompagner les territoires les plus pionniers sur des expérimentations, sur les solutions de demain, mais aussi pour aller tirer les territoires qui sont plus en retard et qui pour une raison X ou Y ont des obstacles à franchir pour s'engager).

Donc nous on travaille avec le SPE, le réseau des EIE et des plateformes, mais je le signale, on travaille auprès des territoires sur plein d'autres thématiques. Guillaume COUTEY vient de le démontrer tout à l'heure, il répond à tous les appels à projets de l'ADEME et c'est très bien. Mais on est là aussi sur plein de choses. Le label Cit'ergie qu'on évoquait tout à l'heure, c'est un label qui permet de tirer une collectivité sur l'ensemble du spectre des politiques publiques en matière de transition écologique et énergétique. Et quand on parle de politiques publiques, on parle aussi de compétences des collectivités. Et quand on parle de compétences, on parle de la loi et de la réglementation.

À un moment, le débat sur l'accompagnement de l'État ou le financement par l'État du SPE et les formules que ça peut prendre (qui pour le coup nous échappent nous à l'ADEME, on n'est pas un ministère, on est une agence, on est là pour accompagner l'incitation). Évidemment on a notre avis dessus, on essaye de le défendre, on le pousse, mais le meilleur moyen de le défendre et de le pousser, c'est d'expérimenter des choses qui fonctionnent. D'où cette idée d'expérimentation auprès des régions.

Le deuxième élément qui me frappe, après votre franchise et votre esprit constructif et les débats que l'on a forcément, c'est la grande diversité qu'il y a entre vos territoires. Et ça, c'est un élément qui me frappe chaque année, mais qui cette année m'a encore plus frappé. D'un territoire à l'autre, d'une région à l'autre, les solutions ont été trouvées pour les EIE et les plateformes sont complètement différentes. À chaque fois elles ont un intérêt et elles sont accrochées aux réalités et aux spécificités du territoire. Donc ça, je pense que c'est une richesse, qu'il faut la préserver et c'est bien en donnant à la région le soin de concevoir un programme en concertation avec les collectivités locales, avec vous les réseaux, avec les acteurs de ce domaine-là, c'est en donnant cette possibilité de construire quelque chose d'adapté à la région qu'on arrivera à quelque chose de solide. Avec quand même un certain nombre de lignes directrices, des lignes de force qui doivent être garanties au niveau du territoire national, mais ça on s'en assurera, au-delà de la loi, sur un certain nombre de choses auxquelles nous on croit à l'ADEME dans le cadre de contrats d'objectifs.

Après, qui dit expérimentation dit « qu'est-ce qui se passe pour ceux qui ne sont pas encore dans l'expérimentation ? » et puis si d'aventure l'expérimentation ne s'avère concluante. Là aujourd'hui, l'ADEME a toujours soutenu ce réseau, elle l'a poussé, elle a aidé à le construire, on est là. Je le disais déjà l'année dernière, je le redis cette année : on continue les financements sur les EIE. Sur les plateformes, l'enjeu cette année a été de faire des avenants pour arriver à faire la couture avec l'année 2019. Notre objectif est de pouvoir – dans le cadre des financements qui nous sont alloués, mais on se bat pour – continuer dans le cadre du renouvellement des plateformes une fois à 50 % (comme on vous l'avait déjà dit il y a deux ans). Essayer dans la mesure du possible aussi de poursuivre le déploiement des nouvelles plateformes sur les territoires. Alors, à voir comment ça se fait, en particulier dans les territoires expérimentaux, les régions expérimentales, c'est peut-être là-dessus que ça doit se faire de manière prioritaire.

Voilà sur la question des financements. Je suis conscient que vous n'avez pas forcément toutes les réponses à vos questions, nous non plus. Mais encore une fois, je pense qu'il ne faut pas se contenter d'une situation actuelle qui ne sera pas la bonne voie à un moment ou un autre. Peut-être pas à court terme, mais à un moment ou un autre ça ne passera plus et donc il faut trouver des solutions. Et c'est ça, parce que la question m'a été posée hier : « OK il y a expérimentation,

mais c'est quoi le modèle d'avenir ? ». Je pense que le modèle d'avenir, il est là et il faut démontrer qu'il fonctionne.

Sur la question du logo des EIE, la réponse est simple, c'est qu'il faut être pragmatique. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, on a la marque ou la signature commune FAIRE. Évidemment, c'est vers ça qu'on veut s'orienter. Le logo EIE peu à peu doit passer la main sur le logo FAIRE, mais c'est pas nécessairement que ça doit se faire du jour au lendemain. Et nous l'ADEME, on vous accompagnera aussi pour vous apporter les moyens nécessaires pour vous emparer cette marque et pour vous permettre de l'intégrer à vos documents de communication.

Sur la question « conseil neutre et gratuit » et « commercial », c'est une question intéressante et riche. Le premier élément d'abord, le rôle du SPE, le premier niveau de SPE, de conseil, d'orientation. Le tiers de confiance, évidemment il doit être neutre et il doit être gratuit, ça c'est une évidence. Après, n'oublions pas qu'on a besoin de tout le monde pour travailler sur la rénovation énergétique des bâtiments, de l'ensemble des parties-prenantes et on a aussi besoin de l'émergence d'un secteur privé. Ce qu'il faut c'est que nous on s'assure que le conseil aux particuliers permette de dégager le bon grain de l'ivraie. Dans les conseils privés, il peut y avoir des gens qui sont plus ou moins honnêtes. Quand ils sont franchement malhonnêtes, il faut aussi pouvoir le souligner. Mais il peut y avoir des acteurs privés qui font simplement du business, mais du business qui peut aller aussi dans le sens de la transition écologique et énergétique. En l'espèce, sur tout ce qui est accompagnement précis au jour le jour avec les particuliers, n'oublions pas que c'est un champ concurrentiel normalement. Moi je défends l'idée que quand le champ concurrentiel n'est pas présent, quand les activités économiques ne sont pas là, les plateformes doivent remplir ce vide et aussi aider à ce que le secteur privé se structure pour répondre à ces éléments.

Un autre point clé que je voulais souligner de nos deux jours, c'est la présence des professionnels. C'est une nouveauté. Je trouve que c'est un élément très fort et très intéressant. Il faudra en faire probablement encore plus l'année prochaine. D'ailleurs, je le souligne avant de vous donner rendez-vous l'année prochaine, mais l'année prochaine on va essayer de reparamétrer un peu le système aussi pour ouvrir nos chakras un peu plus aux professionnels et peut être à d'autres thématiques autour du bâtiment. On verra comment on s'organise, mais c'est les premières idées qu'on a d'ores et déjà au niveau de l'ADEME avec les partenaires.

Rapprocher les EIE et les plateformes. Je crois que c'est un enjeu clé. Là aussi, il y a des solutions locales différentes qui ont été trouvées d'un territoire à un autre. Mais il est clair que... je pense que pour gagner en lisibilité, pour aussi se retrouver correctement dans le système FAIRE, il faut que les EIE et les plateformes continuent leur rapprochement, toujours dans le cadre d'une stratégie organisée avec les régions.

D'autres points clés que j'ai entendus ou qu'on a entendus dans les différents ateliers qui se sont tenus. Le point important d'abord c'est le fait qu'il faut que vous soyez présents auprès des collectivités locales en continu, dès le démarrage et jusqu'au bout des projets et au fur et à mesure qu'ils se présentent. Parce que pour certains d'entre vous, vous êtes évidemment sur le territoire, mais parfois un petit peu à côté des collectivités. Parce que pour des raisons X ou Y, la collectivité peut être plus ou moins engagée sur le sujet ou parce que les périmètres locaux de collectivités ne se recoupent pas bien avec vos propres périmètres. Mais soyez vigilants à être auprès d'eux. C'est en s'accrochant aux collectivités que vous vous gagnerez en légitimité.

Installer ensuite la relation avec les différents professionnels, les publics, les collectivités. Il faut l'installer dans le temps, avec les professionnels en particulier. Ça, vous êtes nombreux à l'avoir souligné. Ça ne peut pas être du one shot, ça ne peut être pas être ponctuel. Alors, je sais que votre temps est compté et que vous avez aussi une répartition du temps à faire entre ce que vous faites de l'ordre de l'accompagnement, du conseil, de l'accueil, de l'accompagnement des pros. La tâche est ardue, elle est complexe. Mais c'est à vous de trouver aussi la bonne solution pour être présent le plus possible dans le temps et dans la durée.

Pour le particulier, on a entendu des choses intéressantes autour de la notion de fil de confiance. L'enjeu est finalement de trouver auprès des particuliers un fil de confiance tout au long du parcours de la rénovation, de manière à ce que les porteurs de projets de rénovation se sentent toujours dans une posture où ils auront un recours possible pour comprendre où il faut aller.

La valeur ajoutée du réseau dans son ensemble, c'est votre rôle d'agrégateur de compétences. Vous êtes un lieu d'agrégation de compétences tous azimuts. Vous êtes un centre de ressources permanent autour de la rénovation et du coup je trouve personnellement que la campagne FAIRE va bien avec ça. Avec cette largeur de spectre qui va de « faire avec » à « engagé pour faire », avec les difficultés qui ne manqueront pas de se poser autour de RGE, « engagé pour faire » et qu'il faudra résoudre ou clarifier.

Quelques chiffres-clés qui m'ont marqué. Les 40 milliards d'euros de la métropole parisienne sur la rénovation des copros d'ici 2050. Je trouve que c'est un chiffre très parlant parce que l'on ne parle que des copros et que de la métropole parisienne.

Les 50 000 logements à rénover par an d'ici 2030 en Occitanie et 70 000 au-delà (qui devrait générer par an un chiffre d'affaires de 170 millions d'euros de travaux).

Je suis désolé de parler gros chiffres, mais en même temps, quand on parle de financement du SPE, du financement du réseau de la rénovation énergétique, il faut de temps en temps rappeler les vrais chiffres derrière du chiffre d'affaires global du secteur de la rénovation qui sont gigantesques. Et quand on les met en regard des montants qu'on investit dessus, ça prouve que ce que l'on investit sur ce réseau n'est pas du tout indigne, loin de là, et qu'il faudrait en faire plus, moi je partage au fond cette idée. Les enjeux y sont forts, y compris sur l'économie française, sur l'économie régionale et on est là sur des emplois également et c'est la preuve que la transition écologique crée des emplois et l'enjeu est de masse.

Ensuite, on a vu ce matin des éléments intéressants autour de la question de la formation accompagnement au changement. C'était visiblement quelque chose qui ressortait de manière assez forte : comment pour vous vous former aux méthodes quasi commerciales d'approche d'un client qui vient vous voir pour vous demander du conseil ? Comment l'accrocher, comment être à l'écoute, comment comprendre son besoin (au-delà des mots qui peuvent parfois trahir des choses qu'il ne pense pas) et comment répondre au mieux à son besoin. J'ai entendu le chiffre de 3 000 personnes qui devraient être formées sur ce champ-là, c'est considérable. Et je crois que là on est bien dans le rôle de l'ADEME de montée en compétences.

Dernier élément, l'exemple de Malaunay, que moi je trouve très intéressant, très riche. Je sais qu'on a accompagné cette démarche « conduite du changement », avec l'exemple un peu tutélaire de Loos-en-Gohelle qui régulièrement vient nous éclairer et éclairer d'autres communes. La dynamique dans ces territoires repose aussi souvent sur cette intelligence qui a su être trouvée au

niveau de la gouvernance locale, entre un Maire, son DGS, ses équipes. Et là c'est la preuve qu'on peut faire, même dans des petits territoires, on peut quand même faire des choses et parfois se battre contre vents et marées.

Dernier point, je voulais faire les remerciements de rigueur, mais je pense qu'ils sont largement mérités. D'abord à la région Occitanie pour son accueil pour ces journées, mais également à la métropole de Montpellier qui a ouvert ces journées. Merci à vous. Peut-être que sur l'expérimentation que je citais en introduction, ces rencontres EIE plateformes feront date et qu'on pourra parler de l'année 1 qui s'est passée en Occitanie. Et comme la Région sera expérimentatrice, je crois qu'on a un bel exemple. Remercier Guillaume COUTEY pour la démonstration qu'il nous a faite sur Malaunay. Remercier ensuite tous les professionnels qui nous ont accompagnés dans l'organisation de ces journées : l'agence mars, le cabinet Longitudes. À tout seigneur tout honneur, Jean-Michel LOBRY pour son accompagnement pendant ces deux jours, sa gentillesse, son attention pour ceux qui viennent en tribune et sa capacité toujours à nous mettre en confiance, donc merci encore à votre équipe également. Du côté ADEME, Claudine LUSSON, Jacques-Olivier BUDIN et Roselyne FORESTIER qui n'ont pas chômé ces derniers mois pour faire de ces rencontres une réussite. Chaque année c'est un défi et je trouve que chaque année il est relevé. On a un mix entre des débats et de la formation et du partage de bonnes pratiques et de la mutualisation qui est toujours d'une grande richesse.

Tous les intervenants que vous avez été les uns et les autres en plénière, les animateurs des ateliers et les professionnels qui se sont joints à nous pour ces journées, merci à vous. Merci aussi à la délégation marocaine et tunisienne d'être venus témoigner de votre expérience et d'être venus nous écouter. Et puis donc à l'année prochaine, j'espère qu'on pourra faire évoluer encore notre formule et puis bon retour à tous dans vos régions respectives.